



Retrait pur et simple du projet de « retraite par points » !

Sur les pas de Juppé 1995 et Villepin 2006, Macron «droit dans ses bottes», contre le peuple !

Le mépris du peuple rend sourd.

Macron n'entend rien de la protestation populaire contre sa politique antisociale en faveur de la finance et des super-riches. Il ignore le bruit qui monte des manifestations massives, des grèves dures, de l'opposition majoritaire à son nouveau projet de casse de notre système de retraite solidaire, avec sa « retraite par points ».

Appliqué et laborieux, ce 11 décembre 2019, le premier ministre Philippe n'a fait que confirmer toutes les craintes. Il n'a pas rassuré, ni «sauvé la face», pour tenter de masquer tous les autres mauvais coups du pouvoir contre les services publics et les acquis sociaux et démocratiques.

Depuis des mois, le pouvoir est évasif et refuse de mettre en débat le vrai contenu de son projet. Acculé à se dévoiler, Edouard Philippe nous fait comprendre que:

- Au nom de « l'équité », le régime macronien entend utiliser les différences historiques entre les régimes pour abaisser les droits de tous.
- Au nom de « l'universalité », le régime macronien veut se donner, avec le système par point, le moyen d'abaisser mécaniquement, d'un coup, toutes les retraites, par exemple à la faveur d'une « crise financière ». La valeur du « point », déconnecté des salaires et des cotisations sociales, sera la variable d'ajustement à la baisse.
- Au nom de la « responsabilité », Edouard Philippe confirme la perspective de passage de 62 à 64 ans de l'âge de départ à plein droit (d'ici 2027). Renvoyer à une «gouvernance paritaire», dominée par le patronat et le gouvernement, les responsabilités de la fixation des retraites aggrave l'inquiétude. On le voit aujourd'hui dans le massacre des allocations chômage.

Le premier ministre n'a réussi à rassurer sur aucune situation particulière.

Pour diviser les générations, il prétend épargner les salariés nés avant 1975 (au lieu de 1963 dans le projet Delevoye). Si la retraite par points est vraiment un don du ciel, pourquoi en priver les plus âgés ?

E. Philippe reprend la **promesse d'un minimum de pension de 85% du SMIC net, seulement pour ceux** qui auront cotisé, au moins, 43 ans au niveau du SMIC, à 62 ans puis 64 ans. Une **promesse minimale qui ne coûte vraiment rien par rapport à l'existant, déjà très insuffisant !**

Pour les femmes, les familles, les réversions, le discours du premier ministre annonce globalement des dégradations. Un petit mieux, peut-être, pour les parents d'un enfant unique, mais

beaucoup moins pour les familles nombreuses et les veufs et veuves dont le conjoint avait à peu près la même pension. **Des diables dans les détails à redouter encore !**

Pour les régimes dits « spéciaux », notamment SNCF et RATP, le premier ministre renvoie vers la négociation dans les branches et les entreprises pour de moindres reculs. C'est inacceptable. Le gouvernement et le patronat invitent les agents des services publics à sacrifier les monopoles publics, le service public, contre quelques aménagements sur la perte des acquis sociaux. A EDF et GDF, on a vu où cela menait : des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, le bradage de GDF, le démantèlement de la distribution, maintenant le projet scandaleux de scission d'EDF et de privatisation de la moitié de l'entreprise nationale. Signez la pétition : <https://edf-stop-scission-privatisation.fr/> !

Aux agents hospitaliers, en différenciant les catégories (infirmières/aide-soignées), E. Philippe promet de petits arrangements, hors de proportion avec la colère qui s'exprime dans les services et hôpitaux publics devant le détournement des financements de l'assurance maladie vers le privé. Quelques primes aussitôt avalées par la baisse des retraites ? Ce n'est pas du tout pour cela que l'hôpital va se mobiliser le 17 décembre dans une journée nationale de grève et de manifestation.

Pour gagner le retrait de « retraite par points », rejoignons les secteurs en grève reconductible!

En Isère,

- **SNCF ;**
- **les finances publiques impôts-trésors ;**
- **la CAF ;**
- **les territoriaux d'Echirolles ;**
- **des écoles, des collèges...**
- **etc...**

Aux agents de l'Education Nationale, après Philippe, le ministre Blanquer promet un chantage indécent et méprisant. Pour éviter des pertes de 300 à 600 euros par mois sur leurs retraites, et obtenir quelques primes et augmentations, il faudrait accepter la casse des métiers, de la transmission des connaissances, des conditions de travail, pour devenir les garde-chiourne du système.

Il est clair que Macron joue la provocation, tente de passer en force, en profitant du calendrier avant Noël. Il pense jouer, peut-être des extrémistes et de leur violence. Mais il a le pays contre lui ! Sur des projets de moindre ampleur, de mêmes apprentis autoritaires, Juppé en 1995, Villepin en 2006 se sont platement écrasés. En 2019, les politiciens de la droite et de la « gauche » traditionnelles, qui ont saboté, à tour de rôle, depuis

30 ans, le financement et les prestations de la sécurité sociale, n'osent pas suivre Macron. Ils pensent sans doute aux municipales. Même le patronat se fait discret.

Des catégories nouvelles rentrent dans la lutte : routiers, pompiers, gardiens de prison, même policiers.

Dans les villes petites et moyennes, les manifestations sont considérables, en rapport à la population, **traduisant le rejet de la casse sociale et économique, de la désertification des territoires, en services publics.** La question du pouvoir d'achat, c'est celle des salaires d'abord, des retraites, du refus des tarifs des biens de base, gonflés par les délocalisations, par les privatisations, par la finance et la spéculation.

Macron joue à « ça passe ou ça casse ». Répondons ! Il ne s'agit pas que des retraites, mais de tout son plan de liquidation des acquis sociaux, économiques et démocratiques de notre pays !

La section du PCF de Saint-Martin-d'Hères vous appelle à participer à toutes les mobilisations, notamment à la manifestation du mardi 17 décembre 2019, en lien avec l'action des agents hospitaliers, les agents de l'Education Nationale, les agents de la SNCF et de la RATP. Nous vous invitons à prendre contact avec nous et avec les syndicats de luttes, pour prendre connaissance des lieux de mobilisation, des luttes, des grèves, à soutenir, des actions militantes possibles, à proximité, dans les quartiers et les entreprises.

La colère générale, transformée en lutte conséquente, peut et doit aboutir à mettre en échec la politique de Macron, serviteur de l'argent-roi. La bataille contre la « retraite par points » est un point de convergence naturel pour obtenir toutes les revendications sectorielles essentielles comme le retrait du plan Darmanin pour les finances publiques, la reconquête des monopoles publics pour la SNCF – RATP – EDF etc....

COMMUNISTES, NOUS SOUTENONS ET PORTONS CES REVENDICATIONS :

- **Le RETRAIT DE TOUT PROJET DE RETRAITE PAR POINTS.** Nous nous battons pour la retraite à 60 ans, complète avec 37,5 annuités. Ces paramètres correspondent à la réalité des carrières et posent le lien essentiel, solidaire, entre travailleurs actifs et retraités.
- **Le financement doit se faire par la fin des exonérations et autres cadeaux au patronat (CICE) qui pèsent plus de 60 milliards d'euros par an.**
- **Un plan d'urgence pour l'hôpital public avec suspension de toutes les fermetures de services et d'hôpitaux, avec 4 milliards d'euros immédiatement en 2020 pour la revalorisation des professions, l'embauche, l'investissement.**
- **La défense et la reconquête des monopoles publics SNCF-RATP-EDF**
- **Le retrait du plan Darmanin de saccage des services des Finances Publiques**
- **L'abandon des réformes inégalitaires du baccalauréat et du lycée. Des moyens pour les écoles.**
- **Le maintien des APL et de toutes les aides sociales spécifiques que le projet de « revenu universel » veut écraser : L'annulation de la réforme-étatisation de l'assurance chômage**

Bulletin d'Adhésion au Parti Communiste Français

Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec l'Union Européenne du capital, rejoignez les communistes de la section de SMH et adhérez au PCF

Nom et Prénom

Adresse

Messagerie à retourner à l'adresse ci-dessous

Téléphone..... Le 17/12 /2019



Retrait pur et simple du projet de « retraite par points » !

Sur les pas de Juppé 1995 et Villepin 2006, Macron «droit dans ses bottes», contre le peuple !

Le mépris du peuple rend sourd.

Macron n'entend rien de la protestation populaire contre sa politique antisociale en faveur de la finance et des super-riches. Il ignore le bruit qui monte des manifestations massives, des grèves dures, de l'opposition majoritaire à son nouveau projet de casse de notre système de retraite solidaire, avec sa « retraite par points ».

Appliqué et laborieux, ce 11 décembre 2019, le premier ministre Philippe n'a fait que confirmer toutes les craintes. Il n'a pas rassuré, ni «sauvé la face», pour tenter de masquer tous les autres mauvais coups du pouvoir contre les services publics et les acquis sociaux et démocratiques.

Depuis des mois, le pouvoir est évasif et refuse de mettre en débat le vrai contenu de son projet. Acculé à se dévoiler, Edouard Philippe nous fait comprendre que:

- Au nom de « l'équité », le régime macronien entend utiliser les différences historiques entre les régimes pour abaisser les droits de tous.
- Au nom de « l'universalité », le régime macronien veut se donner, avec le système par point, le moyen d'abaisser mécaniquement, d'un coup, toutes les retraites, par exemple à la faveur d'une « crise financière ». La valeur du « point », déconnecté des salaires et des cotisations sociales, sera la variable d'ajustement à la baisse.
- Au nom de la « responsabilité », Edouard Philippe confirme la perspective de passage de 62 à 64 ans de l'âge de départ à plein droit (d'ici 2027). Renvoyer à une «gouvernance paritaire», dominée par le patronat et le gouvernement, les responsabilités de la fixation des retraites aggrave l'inquiétude. On le voit aujourd'hui dans le massacre des allocations chômage.

Le premier ministre n'a réussi à rassurer sur aucune situation particulière.

Pour diviser les générations, il prétend épargner les salariés nés avant 1975 (au lieu de 1963 dans le projet Delevoye). Si la retraite par points est vraiment un don du ciel, pourquoi en priver les plus âgés ?

E. Philippe reprend la **promesse d'un minimum de pension de 85% du SMIC net, seulement pour ceux** qui auront cotisé, au moins, 43 ans au niveau du SMIC, à 62 ans puis 64 ans. Une **promesse minimale qui ne coûte vraiment rien par rapport à l'existant, déjà très insuffisant !**

Pour les femmes, les familles, les réversions, le discours du premier ministre annonce globalement des dégradations. Un petit mieux, peut-être, pour les parents d'un enfant unique, mais

beaucoup moins pour les familles nombreuses et les veufs et veuves dont le conjoint avait à peu près la même pension. **Des diables dans les détails à redouter encore !**

Pour les régimes dits « spéciaux », notamment SNCF et RATP, le premier ministre renvoie vers la négociation dans les branches et les entreprises pour de moindres reculs. C'est inacceptable. Le gouvernement et le patronat invitent les agents des services publics à sacrifier les monopoles publics, le service public, contre quelques aménagements sur la perte des acquis sociaux. A EDF et GDF, on a vu où cela menait : des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, le bradage de GDF, le démantèlement de la distribution, maintenant le projet scandaleux de scission d'EDF et de privatisation de la moitié de l'entreprise nationale. Signez la pétition : <https://edf-stop-scission-privatisation.fr/> !

Aux agents hospitaliers, en différenciant les catégories (infirmières/aide-soignées), E. Philippe promet de petits arrangements, hors de proportion avec la colère qui s'exprime dans les services et hôpitaux publics devant le détournement des financements de l'assurance maladie vers le privé. Quelques primes aussitôt avalées par la baisse des retraites ? Ce n'est pas du tout pour cela que l'hôpital va se mobiliser le 17 décembre dans une journée nationale de grève et de manifestation.

Pour gagner le retrait de « retraite par points », rejoignons les secteurs en grève reconductible!

En Isère,

- **SNCF ;**
- **les finances publiques impôts-trésors ;**
- **la CAF ;**
- **les territoriaux d'Echirolles ;**
- **des écoles, des collèges...**
- **etc...**

Aux agents de l'Education Nationale, après Philippe, le ministre Blanquer promet un chantage indécent et méprisant. Pour éviter des pertes de 300 à 600 euros par mois sur leurs retraites, et obtenir quelques primes et augmentations, il faudrait accepter la casse des métiers, de la transmission des connaissances, des conditions de travail, pour devenir les garde-chiourne du système.

Il est clair que Macron joue la provocation, tente de passer en force, en profitant du calendrier avant Noël. Il pense jouer, peut-être des extrémistes et de leur violence. Mais il a le pays contre lui ! Sur des projets de moindre ampleur, de mêmes apprentis autoritaires, Juppé en 1995, Villepin en 2006 se sont platement écrasés. En 2019, les politiciens de la droite et de la « gauche » traditionnelles, qui ont saboté, à tour de rôle, depuis

30 ans, le financement et les prestations de la sécurité sociale, n'osent pas suivre Macron. Ils pensent sans doute aux municipales. Même le patronat se fait discret.

Des catégories nouvelles rentrent dans la lutte : routiers, pompiers, gardiens de prison, même policiers.

Dans les villes petites et moyennes, les manifestations sont considérables, en rapport à la population, **traduisant le rejet de la casse sociale et économique, de la désertification des territoires, en services publics.** La question du pouvoir d'achat, c'est celle des salaires d'abord, des retraites, du refus des tarifs des biens de base, gonflés par les délocalisations, par les privatisations, par la finance et la spéculation.

Macron joue à « ça passe ou ça casse ». Répondons ! Il ne s'agit pas que des retraites, mais de tout son plan de liquidation des acquis sociaux, économiques et démocratiques de notre pays !

La section du PCF de Saint-Martin-d'Hères vous appelle à participer à toutes les mobilisations, notamment à la manifestation du mardi 17 décembre 2019, en lien avec l'action des agents hospitaliers, les agents de l'Education Nationale, les agents de la SNCF et de la RATP. Nous vous invitons à prendre contact avec nous et avec les syndicats de luttes, pour prendre connaissance des lieux de mobilisation, des luttes, des grèves, à soutenir, des actions militantes possibles, à proximité, dans les quartiers et les entreprises.

La colère générale, transformée en lutte conséquente, peut et doit aboutir à mettre en échec la politique de Macron, serviteur de l'argent-roi. La bataille contre la « retraite par points » est un point de convergence naturel pour obtenir toutes les revendications sectorielles essentielles comme le retrait du plan Darmanin pour les finances publiques, la reconquête des monopoles publics pour la SNCF – RATP – EDF etc....

COMMUNISTES, NOUS SOUTENONS ET PORTONS CES REVENDICATIONS :

- **Le RETRAIT DE TOUT PROJET DE RETRAITE PAR POINTS.** Nous nous battons pour la retraite à 60 ans, complète avec 37,5 annuités. Ces paramètres correspondent à la réalité des carrières et posent le lien essentiel, solidaire, entre travailleurs actifs et retraités.
- **Le financement doit se faire par la fin des exonérations et autres cadeaux au patronat (CICE) qui pèsent plus de 60 milliards d'euros par an.**
- **Un plan d'urgence pour l'hôpital public avec suspension de toutes les fermetures de services et d'hôpitaux, avec 4 milliards d'euros immédiatement en 2020 pour la revalorisation des professions, l'embauche, l'investissement.**
- **La défense et la reconquête des monopoles publics SNCF-RATP-EDF**
- **Le retrait du plan Darmanin de saccage des services des Finances Publiques**
- **L'abandon des réformes inégalitaires du baccalauréat et du lycée. Des moyens pour les écoles.**
- **Le maintien des APL et de toutes les aides sociales spécifiques que le projet de « revenu universel » veut écraser : L'annulation de la réforme-étatisation de l'assurance chômage**

Bulletin d'Adhésion au Parti Communiste Français

Pour lutter contre l'exploitation, pour rompre avec l'Union Européenne du capital, rejoignez les communistes de la section de SMH et adhérez au PCF

Nom et Prénom

Adresse

Messagerie à retourner à l'adresse ci-dessous

Téléphone..... Le 17/12 /2019